

DISSENSIONS,

Que cache la crise

On imagine quelle tête a fait Soufiane Djilali, président de Jil Jadid, en apprenant l'agrément octroyé à un nouveau parti «Jil Jadid horr» !! Du reste, il n'est pas le premier à connaître à ses dépens le machiavélisme d'une administration qui pratique à souhait la formule «diviser pour mieux régner». Rappelons feu le PSD (Parti social démocrate) né juste après les événements d'octobre 1988. Une crise préfabriquée entre le président Adjerid (aujourd'hui décédé) et le bureau exécutif qui emporta le premier parti du pluralisme politique après une confrontation mortelle entre PSD I et PSD II. Depuis, la méthode n'a pas changé faisant ses preuves près d'un quart de siècle (déjà) après l'instauration du multipartisme. Crise et dissensions n'épargnent aucun parti, ancien ou nouveau. Après avoir, pendant longtemps, mis toutes les demandes d'agrément sous le boisseau, le ministère de l'Intérieur finit par en délivrer au compte-gouttes puis ouvrir carrément les vannes à qui mieux-mieux. Nous nous acheminons vers la centaine de partis, une façon comme une autre de noyer le poisson, comme dira le professeur Zoubir Arous (voir l'entretien). La mouvance qui se faisait fort de son unité de façade a volé en éclats. A ce titre «Taj» représente la

dernière manifestation de ces soubresauts. A ces facteurs exogènes se greffent les causes de conflits internes où les intérêts personnels sur fond de rivalité et d'appartenance clanique prennent parfois la forme de manifestation violente. Les coups de force légendaires du plus vieux parti, en l'occurrence le FLN, sont légion et semblent désormais faire partie des mœurs de cette formation politique divisée en trois tendances : le mouvement de redressement et de l'authenticité d'où émergent le trublion Mohamed Seghir Kara, la Coordination nationale des membres du comité central et enfin la tendance du sénateur Abderezak Bouhara. Tous veulent la tête de l'actuel secrétaire général Belkhadem qui résiste étrangement encore à toutes les attaques. Son «bébé moustachu», nous dit le politologue Rachid Grim, fait face à une dissidence ouverte de l'ancienne secrétaire générale de l'UNFA (Union générale des femmes algériennes) qui entend ainsi se venger du président du RND qui ne l'a pas mise sur la liste des éligibles à l'Assemblée nationale du 10 mai dernier. Point n'est besoin de citer tous les cas de «mouvements de redressements» désormais de mode quand on ne peut que se désoler de l'extrême pourrissement dans

Enquête réalisée par Brahim Taouchichet

lequel est mis le FNA de Moussa Touati. En tout cas, toute la constellation de partis politiques actuels ou à venir fait les frais d'un système déterminé à leur laisser juste des miettes d'une rente pétrolière qui les fait tous fantasmer. On comprend, au vu des avantages escomptés, les luttes féroces menées à l'intérieur de ces formations politiques. A l'évidence, le pouvoir mène bien son jeu et maîtrise à merveille «son multipartisme» grâce à une architecture savamment mise en place. Aux partis de faire de la figuration et intégrer ainsi le jeu d'un système qui n'entend pas se laisser doubler surtout pas par des partis qui mangent dans sa main. Mais à s'entourer de coquilles vides et faire croire à un vrai multipartisme, les décideurs ne font-ils pas courir à sa perte un système qu'ils entendent sauvegarder à n'importe quel prix ?

Afin d'avoir un avis averti sur la crise qui secoue les partis politiques, qu'ils soient de l'Alliance présidentielle, de la mouvance islamiste ou les autres, nous avons sollicité des personnalités de renom qui ont eu à frayer et à faire les frais de la fréquentation du système.

D^r AHMED BENBITOUR, ANCIEN CHEF DU GOUVERNEMENT

«La raison fondamentale de l'existence d'un parti est absente»

La force d'un parti politique vient de sa capacité à mobiliser des militants qui lui permettent de gagner des élections.

Le votant s'adresse à l'urne pour choisir un représentant dans le pouvoir législatif pour que s'il est dans la majorité, il formera un nouvel exécutif ; s'il est dans la minorité, il formera une capacité de contrôle pour surveiller le travail du gouvernement. En ce qui concerne l'implication dans le pouvoir exécutif, la raison d'être d'un parti politique est de réaliser une majorité dans le Parlement, ce qui lui permet de former le gouvernement. Il se trouve que, contrairement aux constitutions dans les autres pays et dans les pays voisins notamment, la Constitution algérienne ne fait aucune obligation au chef de l'Etat de choisir le gouvernement dans le Parlement et encore moins dans la majorité.

En ce qui concerne le pouvoir législatif, le



parti politique doit, par sa présence dans le Parlement, travailler à initier et faire passer des lois. Après trois législatures, aucun projet de lois n'a été initié par le Parlement. Plus grave encore, le Parlement adopte des ordonnances sans débat !

La raison fondamentale de l'existence d'un parti politique est absente. La crise des

partis politiques est, par conséquent, inscrite dans la nature du système politique.

Lorsque le pouvoir en place ferme la porte aux contre-pouvoirs et cherche à contrôler la communication politique qui circule dans la société, il empêche la rétraction et aveugle les tenants du pouvoir sur la complexité des problèmes.

Alors, les institutions s'effondrent sous l'effet combiné du mensonge, de la désinformation, de l'inefficacité et de la corruption.

Donc, la première raison de la crise dans les partis politiques vient de la nature du système politique. La deuxième vient du mode de fonctionnement.

Les missions d'un parti politique sont au nombre de quatre :

- l'information des citoyens ;
- la représentation, c'est-à-dire le repérage des candidats potentiels aux prochaines élections. C'est donc une mission permanente et non de circonstance à la veille de chaque élection ;

- la sélection et la formation du personnel politique ;

- la définition des stratégies politiques et des programmes à mettre en œuvre à l'arrivée au pouvoir.

Il faut, également, un système d'élection clair, qui permette de :

- désigner facilement le représentant ;
- bien connaître les règles du jeu ;
- mesurer immédiatement la portée de son vote ;
- ne pas craindre les combinaisons ;
- connaître la personnalité de l'élu qui s'occupe de la circonscription.

Toutes ces conditions sont absentes du système de vote de liste qui a été compliqué par le critère du quota et celui du pourcentage minimum de voix recueillies.

Elles le sont dans le système de vote uninominal à deux tours.

Ce sont les éléments qui permettent de comprendre les raisons des crises dans les partis politiques.

B. T.

MUSTAPHA BOUHADEF, EX-PREMIER SECRÉTAIRE NATIONAL DU FFS

«Une machine autoritaire, répressive et anti-démocratique»

La crise du FFS, dont les élections législatives ont été le révélateur, n'est pas née le 10 mai 2012 ; elle est le résultat d'une dérive en gestation depuis plus longtemps.

A la lumière de mon expérience personnelle, je pense qu'elle remonte au moins jusqu'à 2004, quand j'étais désigné premier secrétaire national par le président du parti (ndlr : Hocine Aït Ahmed). J'avais proposé, pour la constitution du secrétariat national, la nomination d'un jeune cadre incorruptible très brillant que le président lui-même considérait comme tel, selon des informations recueillies à partir de sources crédibles. Alors que ma proposition était acceptée le soir, le lendemain matin, le président me demande de la rejeter sans aucune explication. Je compris que le «cabinet noir» avait agi durant la nuit pour qu'intervienne ce revirement inattendu !!!! Puis, pour la nomination

du secrétariat national, chacune de mes propositions était systématiquement rejetée avec des pressions pour installer certains à des postes sensibles. J'ai décidé alors de démissionner de mon poste moins de trois mois après ma nomination tout en restant membre du parti avant de le quitter définitivement en 2007.

Avec le recul, je comprends mieux l'acharnement avec lequel on voulait m'imposer un secrétariat national décidé ailleurs... Il leur fallait préparer les conditions optimales pour le changement de cap du parti. Cela se traduisit par la mise en place d'une machine autoritaire, répressive et anti-démocratique. Ainsi, on décida d'exclure «les militants qui cherchent à comprendre», et on alla jusqu'à tabasser à l'intérieur du siège national un certain 26 décembre 2006 ceux venus de l'intérieur du pays, dont des anciens de 1963, en pleine nuit et sous une pluie battante. Ces militants voulaient protester contre la dévia-

tion du parti de ses principes originels ; même les adhésions et le renouvellement des cartes étaient centralisés au niveau le plus élevé du parti.

Cette machine a fini par emporter même ceux qui étaient chargés de la faire fonctionner. On est arrivé à un point tel d'autoritarisme que toutes les décisions importantes du parti étaient prises en dehors des structures habilitées à le faire. On comprend dès lors le deal passé avec des clans du pouvoir sur le dos des pauvres militants.

On en connaît une partie (les législatives). Attendons la suite ! Quant au multipartisme, il ne se mesure pas au nombre de partis agréés mais au nombre de programmes politiques différents. Par ailleurs, il existe des partis qui ne sont que des prolongements des clans du pouvoir (...).

B. T.

